

L'avenir de la droite fédérale en Ontario passe-t-elle par la fusion du Parti réformiste et du Parti progressiste-conservateur ?

**par François-Pierre Gingras
professeur de science politique à l'Université d'Ottawa**

et Benoît Gauthier

président du Réseau Circum, une maison de recherches sociales et organisationnelles

Par partis de droite, on entend habituellement les partis qui estiment que l'individu est le premier responsable de son sort et doit donc se prendre en charge plutôt que demander à l'État d'intervenir dans toutes sortes de domaines. En conséquence, ces partis privilégient la déréglementation, la lutte au déficit et un certain retrait de l'État des programmes sociaux.

On sait qu'en Ontario les élections du 2 juin ont accordé au Parti libéral 101 des 103 sièges à pourvoir. Certains observateurs, dont le premier ministre provincial Mike Harris, ont émis l'opinion que si l'électorat ontarien n'avait pas eu à choisir entre deux partis de droite, la répartition des circonscriptions entre les formations politiques aurait été bien différente et que les libéraux se seraient retrouvés avec bien moins de députés. Selon ce raisonnement, tout succès électoral éventuel de la droite doit passer par la fusion du Parti réformiste et du Parti progressiste-conservateur (PC).

Un appui stable à la droite

Le meilleur argument en faveur de cette interprétation est que le vote de droite soit demeuré très stable en Ontario, à 38 pour cent des suffrages exprimés, aussi bien aux élections de 1988, de 1993 que de 1997. En 1988, le PC régnait seul à droite, donc avec tous les 38 pour cent des votes (d'ailleurs à peine moins que les libéraux), ce qui lui a valu 46 députés (et seulement 43 au Parti libéral). En 1993, le PC a recueilli 18 pour cent des votes contre 20 pour cent au Parti de la réforme. En 1997, le Parti de la réforme et le PC ont obtenu chacun environ 19 pour cent des suffrages. Si les votes étaient interchangeable, il est vrai que la droite aurait tout intérêt à unir ses forces.

Une analyse préliminaire mais tout de même attentive des résultats et des sondages préélectoraux nous oblige à faire preuve de plus de circonspection.

Des appuis interchangeables ?

Il faut d'abord reconnaître qu'en 1997, les candidats libéraux ont recueilli presque 50 pour cent de tous les votes valides en Ontario. Avec les distorsions de notre système électoral, tout parti qui recueille la moitié des votes obtient nécessairement beaucoup plus que la moitié des sièges : sauf quand les résultats sont très serrés, le système surreprésente les gagnants et défavorise les perdants, avec pour effet que le PC a récolté un seul siège et le Parti de la réforme, aucun. En 1993, avec des parts de votes similaires à celles de cette année, c'était le Parti de la réforme qui avait fait élire un de ses candidats.

Si un seul parti de droite avait recueilli le total combiné de 38 pour cent des suffrages en Ontario, il aurait vraisemblablement fait élire quelques députés dans cette province. Le soir des élections, une journaliste de Radio-Canada a affirmé que dans une quarantaine de circonscriptions ontariennes, les candidats réformistes et conservateurs ont obtenu ensemble plus de votes que le candidat libéral qui s'est fait élire. Nos propres calculs d'après les résultats préliminaires publiés dans les médias ramènent plutôt à environ 28 le nombre de circonscriptions ontariennes où les candidats libéraux auraient gagné grâce à une division de la droite (contre 27 au scrutin de 1993).

Cette interprétation suppose que l'idéologie du parti constitue le principal facteur déterminant la façon dont les Ontariens votent, ce qu'aucune étude sérieuse ne prouve. En effet, pour qu'un parti unique de droite rassemble autant de votes que deux partis de droite distincts, il faut que les appuis aux deux formations soient interchangeables. Nous ne croyons pas que ce soit totalement le cas en Ontario dans le contexte actuel.

De multiples facteurs influencent le vote

Premièrement, il y a de nombreux facteurs qui influencent le vote des gens, comme l'ont démontré de nombreuses enquêtes. Si l'on en croit les participants ontariens aux sondages électoraux, les quatre facteurs les plus importants sont, en ordre décroissant : le programme du parti, le parti lui-même et ses accomplissements passés, l'aversion pour les autres partis, le chef du parti.

Si, par certains points, les programmes du Parti de la réforme et du PC se voient, les deux partis n'ont pas les mêmes styles, les mêmes traditions, les mêmes feuilles de route, ni des chefs au charisme semblable, sans parler de différences importantes sur certains dossiers, notamment celui de l'unité canadienne.

À première vue, il y a au moins autant de divergences que de points communs entre les deux partis de droite. On n'a jamais parlé autant de vote stratégique qu'en 1997, où l'on invitait l'électorat à voter pour X afin de barrer le chemin à Y à cause de la montée de Z dans les sondages. Les résultats en Ontario furent pourtant étonnamment semblables à ceux de 1993.

Deux clientèles

Deuxièmement, il y a des variations démographiques considérables dans l'appui aux différents partis fédéraux en Ontario, comme l'ont révélé les sondages des dernières semaines.

Ainsi, les personnes ayant un emploi stable à temps complet, les femmes, les jeunes et les personnes âgées avaient plus tendance à appuyer le PC que le Parti de la réforme, tandis que les travailleurs autonomes, les personnes de 35 à 44 ans et les gens manifestant un sentiment d'insécurité économique étaient plus portés à voter pour le Parti de la réforme que pour le PC.

Déjà aux élections de 1993, les personnes ne craignant pas de perdre leur emploi étaient deux fois plus susceptibles d'appuyer le PC que le Parti de la réforme et certains groupes professionnels étaient jusqu'à quatre fois plus susceptibles de voter pour un candidat PC que réformiste.

On sait aussi qu'au scrutin de 1993, les circonscriptions ontariennes où le taux de chômage était faible ont davantage appuyé le PC que le Parti de la réforme, tandis que les circonscriptions où le taux de chômage était élevé ont davantage appuyé le Parti de la réforme que le PC.

Ces différences démographiques sous-tendent des attitudes politiques qui n'impliquent absolument pas le transfert automatique de l'appui électoral d'un parti de droite à l'autre.

La stabilité de l'électorat

Troisièmement, il faut examiner la stabilité de l'électorat des deux partis de droite.

D'une part, malgré que le Parti réformiste ait particulièrement courtisé l'électorat ontarien en 1997, ce parti et le PC ont attiré sensiblement la même proportion de gens qui n'avaient pas voté en 1993.

D'autre part, seulement un électeur réformiste sur dix en 1997 a été arraché aux progressistes-conservateurs tandis que seulement un électeur PC sur dix en 1997 avait voté réformiste en 1993.

Par contre, rien que 58 pour cent des électeurs réformistes en 1993 sont restés fidèles en 1997 au parti de Preston Manning, tandis que 70 pour cent des gens qui ont appuyé un candidat progressiste-conservateur en 1993 ont fait de même en 1997.

L'électorat progressiste-conservateur, surtout en milieu rural, semble moins volatile, peut-être plus attaché à l'étiquette partisane traditionnelle, ce qui milite contre la fusion des partis de droite.

Une fusion pancanadienne

Quatrièmement, il est douteux qu'une fusion des deux partis de droite ne se produise qu'en Ontario.

Si elle devait être pancanadienne, on ne pourrait s'attendre à que l'Ouest oublie entièrement l'héritage de l'ère Mulroney ; dans cette région du Canada, berceau du Parti réformiste et de l'opposition à l'establishment politique du Canada central, on nourrit encore une profonde aversion à l'endroit de l'ancien premier ministre progressiste-conservateur.

Dans l'Est ontarien, au Québec et en Acadie, on voit mal les francophones appuyer un parti dirigé par Preston Manning et ses comparses qui font si peu de place à la société distincte et à la dualité linguistique.

Les provinces de l'Atlantique, plus profondément attachées aux traditions politiques que le reste du pays, viennent tout juste de découvrir les néo-démocrates. Les modestes succès de courte durée de la formation de droite Confederation of Regions Party ne présagent pas un avenir brillant pour ses cousins réformistes.

Chaque parti de droite semble donc avoir un intérêt à maintenir une image propre.

Les ambitions partisans

Cinquièmement, la probabilité d'une fusion est inversement proportionnelle à l'ambition personnelle des chefs des formations.

L'on imagine mal comment Jean Charest renoncerait d'avance au poste de premier ministre quand son parti possède une base pancanadienne plus importante que celle du Parti réformiste.

En revanche, si Preston Manning est sans doute prêt à « accueillir » les conservateurs convertis au réformisme, il est impensable qu'il se fasse hara-kiri au profit d'un PC que lui et son père ont combattu depuis tant d'années.

L'opinion publique

Sixièmement, l'opinion publique pourrait bien se charger de départager les gagnants à long terme des perdants à la lumière du succès de chaque parti à se faire valoir au cours du prochain mandat libéral.

À la Chambre des communes, les réformistes ont déçu à leur première présence et n'ont pas montré en quoi leur style différait de celui des partis traditionnels : il faudra qu'ils fassent bien mieux pour dorer leur blason. Si leur statut d'opposition officielle peut les aider à obtenir plus de visibilité, cela ne garantit pas qu'ils feront preuve de plus d'originalité ou qu'ils renouvelleront les débats parlementaires.

L'habileté tactique et l'expérience au pouvoir de Jean Charest pourrait lui servir encore à Ottawa, alors qu'il travaillera à consolider les assises de son parti en utilisant judicieusement les députés qu'il a fait élire au Québec et dans les Maritimes, d'où le Parti de la réforme est absent.

Bien des embûches

Malgré qu'à première vue ils puissent bénéficier d'une fusion ou d'une alliance stratégique, le Parti réformiste et le Parti progressiste-conservateur doivent être bien conscients des nombreuses embûches qu'un tel projet puisse poser.

Nous nous risquons à prédire que chaque parti préférera continuer la lutte chacun de son côté, l'un, plus radical, espérant imposer une nouvelle vision de la politique canadienne en jouant sur les frustrations de l'électorat, l'autre, plus modéré, comptant rallier un électorat de centre-droite autour de valeurs plus traditionnelles et plus sécurisantes.

Si tel devait être le cas, dans notre système électoral, le parti qui se tiendra le plus près du centre a le plus de chances de prendre le pouvoir quand les libéraux perdront le pouvoir. Et cela devrait bien se produire un jour !